



Ville de Gonfreville l'Orcher  
Conseil municipal du 18 décembre 2023  
Intervention d'Alban BRUNEAU

Chaque année, depuis plusieurs années, nous en faisons le constat amer mêlé de colère, à même époque lorsqu'il s'agit d'adopter notre budget communal : c'est de plus en plus compliqué de parvenir à l'équilibre.

L'équilibre budgétaire entre des dépenses sous pression et des recettes qui ne progressent pas et, même pour certaines, sont diminuées ou supprimées.

**Cette pression de plus en plus prégnante sur nos dépenses, c'est celle provoquée par les crises multiples, qui non seulement se succèdent mais se cumulent, et qui affectent notre collectivité comme elles affectent les Gonfrevillais dans leur vie quotidienne, et qui par conséquent, attendent des réponses, un accompagnement, une protection et une solidarité forte de la part de leur Municipalité :**

Crise financière puis économique et leurs conséquences sociales, crise sanitaire, crise énergétique, crise des prix et du pouvoir d'achat insuffisant, crise du logement, crise climatique...

Cette pression, c'est aussi celle provoquée par les mauvaises actions ou l'inaction des gouvernements successifs dans la gestion de ces crises comme dans la conduite des politiques publiques nationales : santé, secteur médico-social, logement, éducation, et j'en passe.

**Car quand l'Etat ne répond plus à ses obligations, quand il n'a plus de moyens humains ou a de moins en moins de compétences dans les territoires, ce sont les communes qui sont appelées pour essayer de compenser, d'atténuer ou de répondre.**

Cette pression, c'est également celle provoquée par la gestion calamiteuse des ressources humaines publiques par des gouvernements qui ont clairement réduit le pouvoir d'achat des agents.

Par un gel sur 10 années de la valeur du point d'indice servant à calculer leur rémunération. Puis par une progression depuis l'année dernière de ce point, mais en dessous du niveau de l'inflation. Et ce ne sont surement pas les petites primes en guise d'aumône octroyées de temps en temps qui feraient oublier cette triste réalité.

Alors forcément, les communes sont appelées à la rescousse sur leur propre budget et sans aucune compensation de l'Etat, en instaurant des régimes indemnitaires permettant de redonner un peu de pouvoir d'achat.

**Quant à nos recettes**, chacun en connait la dure réalité. Suppression un à un de nos leviers fiscaux, baisse des dotations, contribution forcée pour résorber le déficit de l'Etat, cadeaux fiscaux aux grandes entreprises sur leur taxe foncière notamment... et, pour 2024, grande première dont on se serait bien passé, l'agglomération s'y met aussi.

En décidant jeudi dernier de geler le montant du principal outil financier au service de la solidarité intercommunale, la DSC, Dotation de Solidarité Communautaire, alors qu'elle doit progresser selon le niveau de l'inflation, le Conseil communautaire sous l'impulsion de son président, vient en rajouter à nos difficultés en nous privant de moyens utiles.

Sans compter leur décision d'augmenter très fortement la TEOM, Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour laquelle les Gonfrevillais bénéficient jusqu'à présent de la contribution du budget communal afin de réduire le montant qu'ils acquittent.

Raisons qui nous ont conduit jeudi à ne pas voter le budget principal de la Communauté Urbaine et de voter contre le budget annexe des déchets.

**Résultat de tout ceci, après avoir réussi à plusieurs reprises ces dernières années, au prix d'un travail opiniâtre conduit par les élus et les services mais qui a atteint cette fois ses limites, à présenter à ce Conseil de décembre un projet de budget à l'équilibre, cette année, nous en sommes privés.**

Et ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Alors bien sûr, et d'autres communes se sont d'ailleurs engagées dans cette voie, l'équilibre budgétaire peut toujours être atteint en supprimant des services, en fermant des équipements, en rognant sur la qualité des services publics, en abandonnant des compétences.

Sauf que cela conduit inévitablement à en rajouter sur les difficultés auxquels sont confrontés les habitants, et à faire reculer ce à quoi nous sommes profondément attachés : la libre administration des communes, leur capacité à agir, donc leur utilité !

Sinon, à terme, autant supprimer les conseils municipaux et placer les communes sous la tutelle des Préfets aux ordres des gouvernements.

Or qui pourrait ici comprendre et accepter, même expliqué par ces difficultés, de voir les tarifs de cantine exploser ; les classes de nos enfants dépourvues de projets pédagogique ou uniquement à la charge des familles qui ont les moyens ; les activités jeunesse réduites à peau de chagrin ; nos anciens sans moment collectif de partage et de convivialité, de fraternité ; les associations obligées de faire bondir leurs tarifs ou de réduire leur activité parce que désormais il leur faudrait tout payer comme dans la grande ville voisine ?

C'est hors de question.

D'autant plus que sur le plan démocratique, nous sommes liés aux habitants par un programme validé dans le cadre des élections. Ne pas le tenir, ce serait contribuer à voir la démocratie, la confiance dans les institutions reculer davantage.

**Quand les communes sont attaquées, la démocratie est plus que jamais en danger.**

Voilà pour le sinistre constat.

**Mais une fois que l'on a dit tout cela, on fait quoi ?**

Et bien nous restons debout sur nos deux jambes, quoi qu'il arrive, on ne renonce à rien, on ne se résigne pas, et on trouve des solutions en s'appuyant sur nos ressources humaines et notre capacité collective.

- Celle des Gonfrevillais qui savent se mobiliser pour défendre leur commune, les services et politiques publiques auxquels ils sont attachés.
- Celles des agents communaux dont l'engagement public, l'engagement professionnel à travers leurs métiers, et le sens du commun, du collectif, le sens et l'utilité de nos politiques publiques locales contribuent à ne rien lâcher.
- Les élus, vous, nous, bien sur, mais aussi ceux qui portent nos valeurs dans les différentes assemblées, et en tête notre député.

Jean-Paul Lecoq qui interviendra ce soir à l'Assemblée Nationale au nom des députés communistes et outre-mer, pour soutenir la Motion de censure déposée par la NUPES contre le gouvernement après son utilisation de l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter, sans vote, le volet dépenses du budget de l'Etat pour 2024.

Un budget de l'Etat qui continue à maltraiter les communes en leur ôtant des moyens et des outils d'action. C'est ce qu'il dénoncera, en relayant notamment le vœu adopté jeudi en Conseil communautaire pour saisir le gouvernement, comme nous le faisons également ce soir à travers le vœu que je vais vous présenter.

Ca suffit ce mépris ! Priver les collectivités locales de leurs marges de manœuvre apparaît comme un non-sens dangereux pour la vie publique toute entière comme pour l'acceptation de l'intérêt général.

**Donc on continue à se battre, à se mobiliser.**

**Et on continue localement ensemble à se démener, à lutter, à inventer.**

Non pas en passant un rabot incessant sur nos services, non pas en pressurant nos agents comme cela peut se faire ici et là ailleurs, mais en adaptant nos organisations, nos procédures, nos modes de fonctionnement.

**Ça demande de l'énergie, cela demande du temps, mais la ressource est en nous.**

Alors oui, il faut se concentrer sur l'existant pour le préserver, et ne pas pouvoir toujours répondre à un besoin toujours justifié de développement.

C'est vrai en matière d'équipement. Pour leur entretien, pour leur rénovation, pour maintenir leur utilité et garantir leur sécurité. Mais aussi pour éviter qu'ils génèrent des coûts supplémentaires en raison de leur vétusté qu'il faut donc éviter.

C'est vrai en matière de fonctionnement des services publics. Il faut continuer à gérer toujours au plus près, sur la corde, et à chaque imprévu trouver une réponse. Revisiter, évaluer et ajuster autant que c'est possible chaque politique, chaque action publique.

Et c'est vrai de notre organisation qui doit s'adapter. Depuis deux ans des réflexions sont engagées, des premières mesures ont été prises, d'autres vont venir, nous aurons l'occasion d'y revenir.

**Mais pas de yoyo, pas de sinistrose, pas de recul sur l'essentiel à commencer par les valeurs que nous portons et partageons avec les Gonfrevillais.**

Ce soir, l'absence contrainte du vote du budget communal à l'ordre du jour de notre séance, nous amène à renforcer plus encore notre mobilisation, notre détermination, pour non seulement parvenir en février à voter un budget qui ne renonce à rien, mais aussi pour garantir de pouvoir le faire dans les années à venir.

Vous le savez, cela passe notamment par une stabilité de nos dépenses de fonctionnement autour de 40 Millions d'euros et un redimensionnement dans la durée, redimensionnement déjà engagé, de notre programme pluriannuel d'investissement.